Pour une rupture patronale avec le capitalisme

Autor(en): **Gavillet, André**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **24 (1987)**

Heft 881

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1019867

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Domaine Public 881
DP
J.A. 1000 Lausanne 1 29 octobre 87
Hebdomadaire romand Vingt-quatrième année

Pour une rupture patronale avec le capitalisme

La sagesse de ceux qui ont traversé des tempêtes n'apaisera pas les cœurs moussaillons. Ils disent: "La bourse a connu des hauts. Elle peut accuser des bas. Revenir au cours de janvier n'annule pas les gains prodigieux, en capitalisation boursière, qui se sont échelonnés entre 83 et 86". Mais cette sagesse-là est un peu courte. Il ne s'agit pas seulement de l'alternance de la pluie et du beau temps.

D'autres diagnostiquent le mal américain. Je me souviens qu'au début de la présidence de Mitterrand et de Reagan, orientant l'économie de leurs pays, l'un dans un sens socialiste, l'autre dans un sens néo-libéral, les Groupements patronaux vaudois avaient demandé à leurs lecteurs de prendre rendez-vous pour la fin du mandat de ces deux présidents. Dans une petite note, DP avait souligné l'inégalité des conditions d'expérience. D'un côté, un pays, moyen, à monnaie plutôt faible, soumis à la rigueur du marché des changes, et, de l'autre, la première puissance du monde, disposant d'une monnaie internationale et de la facilité étonnante de faire, impunément, marcher la planche à billets.

Et de fait, dès 83, la France n'a pas eu d'autre choix que de retrouver le chemin de la rigueur, quand les Etats-Unis pouvaient accumuler les déficits publics et commerciaux sans subir de contrainte extérieure. Peut-être atteignent-ils la limite tolérée et tolérable du laisser-aller?

Mais, pour nous, la question n'est ni la cote de la bourse, ni le diagnostic économique. Elle est politique ou philosophique. Quelle est la finalité de l'entreprise? Comme les Romands subissent l'effet déformant de la politique française, fut lancée et reçue l'idée que le socialisme se réconciliait avec l'entreprise.

Le socialisme européen n'avait pas attendu la mue hexagonale. Le mouvement coopératif, prolongé par des essais autogestionnaires, révélait une appropriation communautaire de l'esprit d'entreprise. Le mouvement syndical débouchait sur les conventions collectives adaptées aux situations de chaque branche professionnelle. Même la Suède, caricaturée trop longtemps, conservait à 90% un secteur privé, d'ailleurs efficient. Pour le socialisme, l'entreprise n'était pas une idée neuve.

Mais au temps de la prétendue réconciliation à la française, nous soulignions, dans DP - que le lecteur pardonne des références de mémoire, mais la politique s'inscrit dans la durée - les excès détestables du capitalisme financier.

Qui ne se souvient des placements à 15% en dollars, dans une monnaie soutenue par les taux pharamineux et qui ne présentaient pas de risques de changer sur le court terme? Qui a oublié les gains enregistrés par des placements en bourse, en hausse constante pendant 4 ans? Qui n'a pas en tête les coups de raiders, achetant en sous-main, avant de lancer une OPA pour faire tomber une proie ou revendre leurs actions à un cours plus élevé?

Ce monde de plus en plus artificiel, abstrait, utilisant à fond l'instantanéisme de l'informatique, brassant, chaque jour, des centaines de milliards, s'éloignait toujours plus de la dimension humaine de l'entreprise, où des hommes travaillent, inventent, gèrent, prennent des risques.

Le profit financier ou spéculatif dévalorisait le profit industriel, commercial, gestionnaire. Certes, les divergences entre le capitalisme financier et le capitalisme industriel ne sont pas nouvelles. Toute une critique, marxienne, les a étudiées. Mais jamais dans l'histoire, elles n'ont atteint de telles proportions.

Qui contredit l'esprit d'entreprise, aujourd'hui? Ni le socialisme, ni le syndicalisme. Mais certainement la spéculation, le profit purement financier, l'argent qui a perdu son effigie.

Dans ce tourbillon, la position de la Suisse est ambiguë. La force de sa place financière, le rendement des services bancaires, les revenus énormes tirés de ses placements à l'étranger la branchent sur ces brassages de capitaux qui lui rapportent beaucoup. Faut-il subir?

Car l'esprit communautaire, la réalité de l'entreprise où l'homme compte, ont besoin d'un nouveau souffle. On a cru à une reconversion de la gauche sur ces valeurs; on attend que de l'autre côté on marque une "rupture" avec le capitalisme abstrait. Et qu'il en résulte des initiatives concrètes.

AG